

Contre la politique criminelle de la SNCF et du gouvernement, vive la réaction collective des cheminots !

Les médias ont relayé jusqu'à la nausée une campagne contre les cheminots, massivement en droit de retrait vendredi et tout le week-end. À les entendre, les cheminots seraient des irresponsables ayant décidé, sans aucune raison valable, de prendre en otage les voyageurs au moment des départs pour les vacances de la Toussaint.

C'est pourtant bien le sens des responsabilités et de la sécurité qui a poussé les travailleurs de la SNCF à réagir après l'accident d'un TER dans les Ardennes, mercredi 16 octobre. Parti de la région Champagne-Ardenne, le mouvement s'est rapidement étendu à tout le pays. La réaction individuelle spontanée de milliers de cheminots s'est transformée en réponse collective, contre ce qu'ils ressentaient à juste titre comme l'accident de trop.

La direction de la SNCF a mis en place et généralisé les TER « équipement à agent seul » pour supprimer des emplois de contrôleurs. Voilà pourquoi, comme des milliers d'autres, le train accidenté le 16 octobre circulait sans autre personnel que le conducteur.

C'est grâce au sang-froid et à la détermination de son conducteur que le pire a été évité, quand la rame qu'il conduisait a percuté un convoi exceptionnel bloqué sur les voies, à la hauteur d'un passage à niveau. Choqué et blessé lui-même, il s'est démené pour assurer la sécurité des 70 passagers. Les systèmes de sécurité ne fonctionnant pas, il a marché plus d'un kilomètre pour aller disposer des torches à l'avant et à l'arrière du train afin de signaler l'accident et d'éviter que l'arrivée d'un autre train ne provoque un suraccident. Il est ensuite retourné dans le train pour rassurer les passagers et s'occuper des voyageurs blessés.

Dans le public comme dans le privé, c'est le dévouement des travailleurs qui permet de tenir. À Rouen par exemple, lors du sinistre de l'usine Lubrizol, des ouvriers de l'entreprise ont eu le réflexe salutaire d'éloigner des produits dangereux de l'incendie, pendant que les patrons de la multinationale niaient tout danger et toute responsabilité.

Mais pour la conduite courageuse et responsable de ces travailleurs, pas de couronnes de lauriers, pas de reportages admiratifs à la télé et à la radio.

À la place, un tombereau d'insultes s'est déversé sur les cheminots. Mentant sans vergogne, Pepy, le PDG de la SNCF, a affirmé qu'il n'y a aucun danger grave et imminent sur aucun train à la SNCF. À l'unisson avec le Premier ministre Philippe, il a évoqué des sanctions judiciaires pour « grève sauvage ».

C'est vraiment le monde à l'envers ! Car les vrais criminels dans cette affaire sont à la tête de la SNCF et du gouvernement. Leur politique d'économies se traduit par la suppression de milliers d'emplois. Et moins de travailleurs dans les ateliers, à la maintenance des voies, dans les trains et dans les gares, c'est autant de risques en plus, pour les travailleurs comme pour les passagers. Alors les cheminots ont eu mille fois raison de manifester leur refus de continuer comme cela !

Quant à ceux qui nous dirigent, ils ne sont responsables que devant les profits des capitalistes. Pour que les milliards continuent à arroser le grand patronat, le gouvernement étouffe les services indispensables à la population à coup de réductions d'effectifs et de budgets. Dans les écoles, les directeurs sont obligés de tout gérer seuls, pendant que dans les hôpitaux, les travailleurs sont mobilisés depuis des mois pour qu'on leur donne les moyens de faire leur travail sans maltraiter les patients, sans risquer de tuer au lieu de soigner.

De recul en recul, la classe ouvrière subit non seulement les salaires trop faibles et les conditions de travail dégradées, mais aussi une société de plus en plus invivable, où éduquer les enfants, se soigner ou se déplacer devient difficile, voire dangereux.

Il faut que les travailleurs réagissent collectivement contre ces attaques. La journée de grève interprofessionnelle du 5 décembre est appelée contre la réforme des retraites, dernier épisode de la guerre que gouvernement et grand patronat nous mènent. Elle peut être une première étape pour affirmer notre droit à une existence digne.

Au-delà, c'est bien l'existence et la domination de cette classe capitaliste, qui tue la société à petit feu, que les travailleurs devront remettre en cause.